



**RACCORDEMENT ELECTRIQUE DU PARC EOLIEN FLOTTANT « PROVENCE GRAND  
LARGE » (zone de Faraman) A PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE**

**Création d'une liaison sous-marine et souterraine à 63 000 volts entre « Provence Grand  
Large » et le poste de Port-Saint-Louis-du-Rhône**

**REPONSES DE RTE AUX AVIS DES MAIRES ET SERVICES ENREGISTRES LORS DE LEUR  
CONSULTATION INITIEE PAR LA DREAL, LE 6 JUIN 2017**

<b>Mairies et Services consultés</b>	<b>Formulation d'un avis</b>
Préfecture Maritime de la Méditerranée	
Marine Nationale Base navale	
Direction Inter-Régionale de la Méditerranée	
Direction Départementale des Territoires et de la Mer	
Agence Régionale de la Santé	06 juillet 2017
Direction Régionale des Affaires Culturelles de PACA	
Service Départemental d'Architecture et du Patrimoine	
Service Départemental d'Architecture et du Patrimoine	
Service Départemental d'Incendie et de Secours	16 août 2017
Direction de l'Agence des Aires Marines Protégées	
ENEDIS	
GRT Gaz	10 juillet 2017
Grand Port Maritime de Marseille	
Conseil Régional PACA	
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	
Métropole Aix-Marseille	
Conseil du Territoire	
Mairie de Port-Saint-Louis-du-Rhône	30 juin 2017
Parc Naturel Régional de Camargue	
DRASSM	20 novembre 2017
CCI Marseille Provence	12 juillet 2017
Comité Régional des Pêches de PACA	
Prud'homme à la Prud'homie Martigues	
Comité Régional conchylicole de Méditerranée	
Délégation Interrégionale de l'ONEMA	
France Telecom Orange Zone Sud Est Pôle DICT	
Direction Départementale de la Protection des Populations	22 juin 2017
DREAL – UT 13	06 juin 2017
DREAL - SBEP	20 juillet 2017
Agence Française pour la Biodiversité	12 juillet 2017
Délégation PACA Conservatoire du Littoral	

Emetteur de l'avis	DREAL – Unité Territoriale des Bouches-du-Rhône
Consistance de l'avis	Concernant le volet ICPE pas de problème particulier sur le tracé terrestre du projet. Toutefois, la précision des cartes ne permet pas de vérifier le tracé exact emprunté par la ligne de raccordement des éoliennes, or, un AP de servitudes a été pris sur ce secteur le 21/04/2015 (voir pièce jointe) pour la réhabilitation de l'ancien site FRAHUIL le long de l'Avenue Georges Brassens. S'assurer de la compatibilité du projet par rapport à ces servitudes.
Réponse RTE	A ce stade du projet, il n'est pas prévu que la liaison terrestre traverse la parcelle C587 objet de la servitude mentionnée. Si toutefois, le tracé devait être modifié, RTE se conformera aux préconisations et restrictions d'usage figurant dans l'arrêté.

Emetteur de l'avis	DREAL – SBEP
Consistance de l'avis	<p>Par courrier du 6 juin 2017, vous m'avez communiqué le dossier d'étude d'impact du projet visé en objet et daté de mai 2017, pour observations éventuelles (avant le 7 août 2017) à prendre en compte dans le cadre de la préparation de l'avis de l'autorité environnementale.</p> <p>Le dossier transmis, réalisé conjointement par RTE et Parc Eolien Offshore de Provence Grand Large SAS (EDF EN) est composé des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le mémoire descriptif RTE du raccordement électrique (77 pages) ;</li> <li>• le résumé non technique de l'étude d'impact environnementale (59 pages) ;</li> <li>• l'étude d'impact environnementale, qui porte sur l'ensemble du projet (présenté en 2 classeurs et organisée en 9 chapitres) ;</li> <li>• l'évaluation des incidences du projet au titre de l'article L.414-4 du Code de l'Environnement (avec 6 annexes).</li> </ul> <p>Après examen de ces documents, je suis en mesure de vous faire part des observations suivantes, qui portent donc principalement sur les aspects « biodiversité » du volet « Raccordement électrique RTE » du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le mémoire descriptif présente les principales caractéristiques de la partie du projet développée par RTE, comprenant trois ouvrages complémentaires : liaison sous-marine de 19 km environ (câble d'export maritime statique), jonction d'atterrage et liaison souterraine terrestre de 9 km environ. Des cartes et divers schémas illustrent le rapport et les modes d'installations sont dûment détaillés. Les engagements environnementaux de RTE auprès de la Collectivité et de l'Etat sont évoqués et les principes de fonctionnement du réseau électrique sont utilement rappelés. Ce mémoire n'appelle pas d'observation de ma part ;</li> <li>• l'étude d'impact (et son résumé non technique) porte sur l'ensemble des éléments constitutifs du projet : les trois ouvrages RTE évoqués ci-dessus et le Parc pilote d'éoliennes flottantes, composé de 3 machines à axe horizontal culminant à environ 180 m de hauteur, avec leurs flotteurs et leurs six lignes d'ancrages associées (par machine), les balisages aériens et maritimes, ainsi que les câbles électriques inter-éoliennes. Les localisations et opérations d'assemblage des composants à terre sont également décrites.</li> <li>• Les techniques de poses des câbles (ensouillage dans la partie maritime et enterrée le long des voiries existantes côté terrestre) sont bien décrites. Différentes options pour le tracé des câbles et la zone d'atterrage ont été étudiées. Le choix final est pertinent.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'état initial, pour la partie relevant de la compétence de RTE, est correctement réalisé, sur la base de périmètres d'études adaptés aux enjeux pressentis. Dans la partie maritime, le câble sera principalement implanté sur une zone de dépôts fins correspondant principalement à l'habitat « Biocénoses méditerranéennes des vases terrigènes côtières » et dans une zone plus sableuse aux abords du littoral.</li> <li>• Le volet RTE du projet apparaît peu à pas concerné par les enjeux biologiques maritimes (mammifères marins, tortues marines, avifaune en particulier).</li> <li>• Il traverse ou passe néanmoins à proximité immédiate de plusieurs zonages patrimoniaux : sites Natura 2000 (ZPS et ZSC), territoire du PNR de Camargue et ZNIEFF, invitant le maître d'ouvrage à la plus grande vigilance en phase « travaux ».</li> <li>• Les inventaires <b>terrestres</b> (habitats naturels, flore et faune) ont été menés successivement par trois bureaux d'études spécialisés (Biotope en 2011-2012, BRLi en 2013 et Naturalia en 2016-2017), permettant de disposer d'un état des lieux précis et actualisé de l'ensemble du secteur traversé par le câble souterrain. L'évaluation des enjeux est correctement réalisée et cartographiée, pour tous les groupes taxonomiques.</li> <li>• Les effets et les impacts du projet sur l'environnement, temporaires ou permanents, sont examinés et évalués correctement aux différentes phases (construction, exploitation, démantèlement) sur les milieux physiques et biologiques, tant marins que terrestres.</li> <li>• Les mesures d'atténuation des impacts et de suivis sont développées au chapitre 7 de l'étude d'impact : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ 7 des 8 mesures d'évitement (à l'exception de la mesure ME5) concernent principalement le volet RTE du projet. Elles sont pertinentes et devront être strictement mises en œuvre et contrôlées ; on doit par contre s'interroger sur l'absence de ce type de mesures sur le volet « parc éolien » ;</li> <li>○ 18 mesures de réduction d'impact sont sommairement décrites : 8 mesures (5 en phase de travaux et 3 en phase d'exploitation) portent uniquement sur la sécurité maritime ; 8 mesures concernent spécifiquement le volet terrestre RTE (préservation des habitats et des espèces terrestres et sécurité du chantier) et sont pertinentes ; seules 2 mesures, très insuffisamment décrites (MR 13) ou marginales (MR 14) concernent les effets sur l'avifaune, groupe taxonomique pourtant très concerné ;</li> <li>○ Le dossier ne prévoit aucune mesure de compensation en tant que telle (p.5 du chapitre 7) considérant que le projet n'aura pas d'effets notables sur l'environnement après application des mesures d'évitement et de réduction. Si cette position est justifiée pour le volet RTE du projet, sous réserve du strict respect des mesures retenues et de leur efficacité, elle ne l'est pas pour la partie maritime liée au parc éolien et à ses aménagements connexes (l'étude d'impact elle-même concluant, p.35 du chapitre 7 a un impact significatif en phase d'exploitation sur l'avifaune : risque de collision, dérangement et perte d'habitats) ;</li> <li>○ 2 mesures de suivi, sur les 5 prévues, concernent le volet RTE (raccordement maritime, zone d'atterrissage) : Su1, Su2 ; une mesure de suivi supplémentaire, portant sur les abords immédiats du chantier terrestre, mériterait d'être retenue.</li> </ul> </li> </ul> <p>En conclusion, sous réserve de l'application et du strict respect de plusieurs mesures retenues par RTE, et <b>qui doivent être intégralement reprises dans les prescriptions de l'arrêté d'autorisation</b>, l'impact résiduel de la partie RTE du projet devrait être négligeable (et temporaire), du fait d'une bonne application, en amont, de la séquence nationale « Eviter, Réduire, Compenser » (ce qui n'est le cas pour la partie liée au parc éolien).</p>
--	---

<p><b>Réponse RTE</b></p>	<p>RTE prend acte de cet avis.</p> <p>Concernant, la mesure de suivi aux abords immédiats du chantier terrestre, RTE a prévu un encadrement écologique ainsi qu'un suivi environnemental du chantier (mesures MR12 de l'étude d'impact). En effet, un plan de management environnemental sera mis en place et un ingénieur-écologue sera missionné lors du chantier pour s'assurer de la mise en œuvre et de la bonne application des mesures d'évitement et de réduction d'impact.</p> <p>En outre, RTE n'envisage pas de réaliser un suivi environnemental des abords du chantier après les travaux pendant la phase d'exploitation de la liaison terrestre car les travaux seront situés principalement sur des voies de circulation et en dehors de toute zone naturelle sensible. Ainsi, il n'a pas été identifié d'effet résiduel potentiel du chantier sur les milieux traversés après la construction de la liaison souterraine.</p> <p>Concernant l'avis sur les autres mesures d'atténuation des impacts et de suivis, celui-ci est destiné au parc éolien de Provence Grand Large, RTE n'est donc pas concerné par cette observation qu'il transmet à Provence Grand Large SAS.</p>
---------------------------	--

<p><b>Emetteur de l'avis</b></p>	<p><b>Agence Française pour la Biodiversité</b></p>
<p><b>Consistance de l'avis</b></p>	<p>Par courrier en date du 6 juin 2017, la DREAL Provence-Alpes-Côte d'Azur a sollicité l'avis de l'AFB (Antenne de façade Méditerranée et Direction interrégionale PACA-Corse), sur la demande d'autorisation environnementale déposée par Réseau de Transport d'Electricité, pour le raccordement électrique du parc éolien flottant Provence Grand Large sur la zone de Faraman à Port-Saint-Louis-du-Rhône (13). Le descriptif ainsi que l'analyse complète du projet sont détaillés dans la note jointe. Sont repris ici de façon synthétique les principales observations :</p> <p><b>Sur l'état initial et l'évaluation des impacts associés au projet</b></p> <p>L'étude présente un bon état initial et une bonne analyse écologique du site. Soulignons :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'intégration de la ZPS Iles Marseillaises et Cassidaigne dans l'étude d'incidence qui permet de prendre en compte à échelle élargie l'enjeu avifaune et espèces marines protégées, Grand Dauphin et Tortues marines ;</li> <li>- Une bonne évaluation des données disponibles sur le patrimoine naturel ;</li> <li>- Des aires d'étude pertinentes au regard des espèces étudiées ;</li> <li>- Une évaluation des retours d'expérience des sites éoliens (posés) existants et de leurs dispositifs de raccordement.</li> </ul> <p>Concernant les raccordements électriques sous-marins, il est nécessaire de distinguer les impacts liés aux temps des chantiers de mise en place du dispositif et de démantèlement, de ceux liés à la période d'exploitation (Cf. note jointe) : les impacts potentiels du projet sur les différents compartiments du milieu marin sont bien identifiés et correspondent à un niveau de faible à négligeable. Mais la qualification des incidences au niveau « négligeable » <b>notamment en période d'exploitation sous-estime parfois les effets sur les habitats et espèces</b> que les connaissances actuelles ne permettent pas d'appréhender avec précision. Le manque de données disponibles justifie d'adopter une démarche de précaution au regard de plusieurs impacts potentiellement significatifs tels que l'exposition aux champs électromagnétiques ou la remobilisation et la biodisponibilité de sédiments potentiellement contaminés. En outre, <b>la constante relativisation des impacts au regard des autres activités anthropiques sur le secteur est à éviter</b>, car il est difficile à ce stade d'évaluer l'effet des impacts cumulés. Là encore, il est demandé la plus grande prudence avant de conclure à des effets nuls ou négligeables.</p> <p><b>L'analyse des effets cumulés</b> a été réalisée conformément à l'article R.122-5 du code de l'environnement.</p>

L'analyse a été menée en considérant une éventuelle concomitance de travaux avec les projets du GPMM (réalisation d'une rampe Ro-Ro dans les bassins ouest et darse sud, travaux d'entretien et maintenance des ouvrages portuaires, terminal Fos-faster) et le projet du démonstrateur Mistral d'éoliennes en mer. Sur la qualité des eaux, le milieu biologique, le paysage et les activités maritimes, l'étude conclut que les caractéristiques et l'ampleur des projets prévus sur le secteur d'étude ne sont pas de nature à générer des effets cumulés notables sur l'environnement humain et naturel. Il n'y a pas lieu de prévoir de mesures spécifiques pour éviter ou réduire des effets cumulés.

Soulignons que la définition réglementaire des effets cumulés ne concerne que les projets connus et ne porte pas sur le niveau d'activité existant. Or, le développement de parcs éoliens en mer va générer un important trafic maritime lié notamment aux opérations de maintenance, avec des rotations quotidiennes, dans un secteur où le trafic est déjà très intense. Les facteurs de dérangement de la mégafaune marine et de l'avifaune en seront donc considérablement accrus.

#### Sur les mesures d'évitement et de réduction

**Les mesures d'évitement** proposées par le maître d'ouvrage semblent adaptées au dimensionnement du projet. Ces mesures portent sur :

- La localisation du projet, visant au choix des délimitations et tracés de moindre impact ;
- L'ensouillage du câble sur sa portion de liaison sous-marine. L'objectif de la mesure est d'éviter les risques de croche par les autres activités et réduire l'exposition aux champs électromagnétiques des espèces benthiques ;
- Le passage en forage dirigé du câble sur sa portion terrestre ;
- La prévention des pollutions accidentelles. L'objectif de la mesure est d'éviter tout risque de pollutions accidentelles lors des travaux d'installation et démantèlement de manière à préserver habitats et espèces marines. La réalisation de cette mesure passe par la mise en place d'un plan de prévention des risques.

**Tracé de la liaison maritime :** La délimitation d'un fuseau de moindre impact environnemental et le tracé de la liaison électrique sous-marine ont été défini lors du processus de concertation qui s'est tenu en 2011 lors de la mise en place du projet PGL initial. Le site d'atterrage, situé sur la plage Napoléon présente un moindre enjeu environnemental compte tenu de son caractère anthropisé avec la présence d'un parking en arrière plage. La chambre d'atterrage, assurant la liaison entre la partie sous-marine et terrestre du câble, sera ainsi enterrée en arrière de la plage Napoléon sur le « parking-plage », espace perturbé ne présentant aucune végétation remarquable. Le tracé maritime le plus direct entre le parc et le point d'atterrage retenu a ensuite été privilégié.

**La protection des câbles sous-marins** peut être réalisée selon deux techniques :

- L'ensouillage, qui consiste à creuser le fond marin à une profondeur donnée pour y enfouir le câble ;
- La protection externe, par des roches, des matelas béton ou des coquilles posées par-dessus le câble.

L'étude précise que le contexte sédimentaire sablo-vaseux sur une épaisseur importante permet d'envisager l'ensouillage du câble à une profondeur qui restera à déterminer en fonction des contraintes opérationnelles et des risques inhérents aux activités dans la zone. Par ailleurs, la présence des câbles, de canalisations, de mines ou d'épaves au droit du tracé projeté n'a pas été mise en évidence lors des relevés géophysiques.

**L'ensouillage des câbles et leur placement dans une tranchée sont donc les méthodes de protection les plus adaptées** au raccordement du projet PGL.

En cas d'impossibilité technique d'atteindre la profondeur d'ensouillage nécessaire à la protection des câbles, des protections externes pourront être installées ponctuellement.

**Tracé de la liaison terrestre :** le tracé a été défini en concertation avec la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône ainsi qu'avec les autres partenaires. Il est à noter que certains obstacles, clairement identifiés sur le tracé terrestre, nécessiteront une attention

	<p>particulière durant la phase de travaux. Concernant ces obstacles, le projet prévoit de manière privilégiée la technique de passage en forage dirigé qui évite la modification morphologique des systèmes et des écoulements des eaux superficielles. Il est prévu pour cette technique une prise en charge du lubrifiant de forage composé d'eau et de bentonite qui ne devra pas être évacué dans le milieu.</p> <p>Toutefois, si la mise en œuvre de cette technique s'avère impossible, il est prévu un passage en ensouillage, plus perturbant pour le milieu aquatique notamment au titre de la libre circulation des organismes ainsi que des risques liés à la qualité de l'eau.</p> <p>Les rejets issus des pompages de rabattement de nappe pour la mise hors d'eau des chambres de jonction engendreront une modification des écoulements qui sont faibles par rapport aux apports et risquent de provoquer une turbidité persistante s'ils ne sont pas accompagnés de mesures appropriées pour éviter une mise en suspension des sédiments.</p> <p>Une attention particulière est prévue sur ce sujet dans le dossier par l'installation de systèmes de décantation, de surverse ou de filtration (géotextile, paille) de ces eaux d'exhaure.</p> <p><b>Qualité des eaux superficielles en phase chantier</b></p> <p>Les travaux de mise en tranchée, hors nappe, n'engendreront en principe pas d'altération de la qualité de l'eau par des substances toxiques, en dehors des risques de pollution liés au déversement accidentel de produits polluants issus du chantier (hydrocarbures, huiles, déchets, produits dangereux...), qui peuvent rejoindre le milieu par ruissellement sur la route. Les mesures prises pour préserver les eaux limiteront les risques de pollution par des substances polluantes éventuelles ; engins de chantier conformes à la réglementation et en parfait état de marche et stockés sur des aires appropriées, récupération des huiles, des hydrocarbures usagés et des différents déchets issus des travaux.</p> <p>Le maître d'ouvrage mettra en place des moyens de prévention, d'intervention et d'alerte en cas de pollution accidentelle.</p> <p>Concernant les milieux marins, les mesures de réduction proposées par le maître d'ouvrage semblent adaptées au dimensionnement du projet et cohérentes dans leur objectif. Ces mesures concernent principalement le compartiment avifaune et portent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le phasage des travaux en fonction du calendrier biologique des espèces et le balisage du chantier sur les espaces à enjeux écologique ;</li> <li>- Une durée de chantier limitée ;</li> <li>- Le choix des moyens logistiques (exclusivement maritimes) et la sensibilisation des pilotes au non-dérangement des espèces présentes (oiseaux, mégafaune).</li> </ul> <p>L'objectif des mesures de réduction proposées porte principalement sur la réduction du dérangement des oiseaux marins et nicheurs lors des opérations d'installation et de démantèlement des installations. L'intervention de navires pour des opérations de maintenance du câble sera a priori de faible fréquence hors intervention d'urgence.</p> <p><b>Sur les mesures d'accompagnement et de suivi</b></p> <p>Au vu des enjeux identifiés et des caractéristiques du projet, le maître d'ouvrage propose de mettre en place un suivi spécifique pour les thématiques et compartiments suivants : Géomorphologie ; Peuplements benthiques ; Ressources halieutiques ; Bruit sous-marin ; Mammifères marins ; Avifaune.</p> <p>A ce stade de l'étude les protocoles définitifs des différents suivis restent susceptibles d'évoluer, néanmoins nous formulons les recommandations suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Plusieurs compléments peuvent être apportés au suivi des peuplements benthiques. L'utilisation d'un carottier plutôt que d'une benne est recommandée. En effet, le carottier permet de conserver la structure de l'échantillon de sédiments et la faune associée, en particulier la couche de sédiment de surface (couche néphéloïde). En terme de fréquence, il est préconisé de procéder à un suivi annuel de deux campagnes, une en saison froide et une en saison chaude, de façon à prendre en compte les périodes de recrutement. Les points de</li> </ol>
--	--



	<p>prélèvements devront être similaires d'une campagne à l'autre de manière à suivre l'évolution temporelle des peuplements et notamment les processus de recolonisation des fonds remaniés. Nous insistons sur la nécessité d'échantillonner, à fréquence équivalente, un site témoin, hors de l'influence du câble et sur des bathymétries similaires.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>2. Le prélèvement par benne ou carottiers ne pourront être effectués à proximité immédiate du câble, or il est indispensable de mesurer « l'effet câble » au plus près car la température et les champs électromagnétiques se dissipent très vite. Des prélèvements en plongée peuvent donc être envisagés, hormis sur des profondeurs trop importantes pour lesquelles l'utilisation de ROV peut être adaptée. L'utilisation d'images peut par ailleurs permettre de rendre compte de l'évolution de peuplements dressés (type pennatulaires) qui ne peuvent être échantillonnés à la benne.</li> <li>3. Par ailleurs, il est indispensable de prévoir des mesures régulières de champs électromagnétiques et températures couplés au suivi des peuplements benthiques. En particulier en lien avec les espèces dont la sensibilité aux CEM est connue (céphalopodes, élaémobranches, crustacés). Soulignons la participation du maître d'ouvrage à des programmes de recherche sur le sujet (programme SPECIES porté par France Energie Marine) en tant que mesure d'accompagnement. Il serait à double titre judicieux, dans le cadre de ce programme de recherche, de disposer de données complètes et régulières spécifiques au site du projet PGL.</li> <li>4. Le suivi des champs électromagnétiques et températures devrait être prévu également au niveau de la partie dynamique du câble (en pleine eau).</li> <li>5. Le suivi de la qualité de l'eau est absent des fiches mesures. La mise en place de capteurs de turbidités en continu pourrait être envisagée sur quelques périodes clés (par exemple, épisodes de forte agitation) au point de jonction de la partie dynamique du câble et de la liaison ensouillée. Il serait utile de prévoir de suivre la diffusion éventuelle de contaminants dans l'eau en utilisant des capteurs passifs à concentration (type DGT).</li> <li>6. Un suivi de la qualité des sédiments pourrait être envisagé de manière à disposer d'un état des lieux dynamique de la remobilisation potentielle de contaminants. La méthodologie pourrait s'appuyer sur la mise en place de capteurs passifs à concentrations (type DGT).</li> <li>7. Enfin, il conviendra de veiller à la transmission et la bancarisation des données des suivis environnementaux de manière à en assurer la capitalisation.</li> </ol> <p>Les modes opératoires de traversée des milieux aquatiques et marins seront arrêtés définitivement (forage dirigé/ensouillage/protection extérieure) en fonction des difficultés rencontrées au cours du chantier. Les techniques du forage dirigé pour la partie terrestre et d'ensouillage pour la partie marine restent à privilégier chaque fois qu'elle est possible compte tenu de son moindre impact.</p> <p>Pour ces différentes techniques, le pétitionnaire a prévu des mesures d'accompagnement qui doivent permettre de limiter et d'éviter une altération durable de la qualité des milieux et des eaux. Ces mesures paraissent satisfaisantes à l'étude du dossier.</p> <p>Compte tenu des éléments présentés, j'émet un <b>avis favorable</b> pour la réalisation du chantier avec les prescriptions et mesures décrites par le pétitionnaire <b>sous réserve</b> de la prise en compte des éléments ci-dessus mentionnés et concernant la consolidation des suivis environnementaux mis en place pour la partie marine.</p>
--	---

<p><b>Réponse RTE</b></p>	<p>RTE prend acte de cet avis.</p> <p>Concernant les recommandations formulées par l'Agence Française pour la Biodiversité, les réponses de RTE sont, dans l'ordre, les suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'AFB recommande à RTE d'effectuer les prélèvements des sédiments pour étudier le benthos en utilisant un carottier plutôt qu'une benne.          Tout d'abord, il est à noter que les prélèvements effectués dans le cadre de l'étude de l'état initial ont été effectués à la benne et qu'aucune difficulté particulière, ni manque de pertinence n'ont été soulevés.          Ensuite, les protocoles recommandés par la Directive Cadre sur l'Eau préconisent l'utilisation de bennes pour ce type d'étude comme les bennes de prélèvement normalisées (Van Veen, Day Grab, etc.).          RTE se rapprochera des spécialistes pour choisir l'outil de prélèvement le plus adapté au suivi biosédimentaire en fonction de la nature des fonds et des objectifs de l'étude.</li> </ol> <p>L'AFB préconise un suivi annuel en deux campagnes (saison froide /saison chaude), au lieu d'une seule.          RTE attire l'attention sur le fait que passé une profondeur de 20 à 25 mètres, ce qui correspond à la grande partie du tracé (environ 17km sur les 19km de liaison sous-marine), la température évolue peu si bien que le suivi bi-annuel n'a pas vraiment d'intérêt.</p> <p>Enfin, RTE prévoit, comme préconisé par l'AFB, d'effectuer ses processus de prélèvements dans les mêmes stations d'une campagne à l'autre, ainsi que sur un site témoin.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>2. Afin de mesurer « l'effet câble », RTE a rappelé dans l'étude d'impact qu'il mène plusieurs projets de Recherche et Développement sur les impacts environnementaux des liaisons sous-marines. RTE participe notamment au projet « SPECIES » piloté par France Energies Marines en vue d'améliorer les connaissances sur les interactions potentielles entre les câbles de raccordement électriques des projets Energies Marines Renouvelables et les organismes benthiques des écosystèmes marins côtiers (champs électromagnétiques, température, effet « réserve »).</li> </ol> <p>RTE a également initié le projet OASICE (La coquille Saint-Jacques, outil de Surveillance de l'Impact des Câbles Electriques) en partenariat avec le cabinet TBM Environnement et le LEMAR (Laboratoire des sciences de l'Environnement Marin). Cette étude innovante et détaillée sur 5 ans permettra de suivre la pose et l'exploitation de deux liaisons sous-marines de fortes puissances (parc éolien offshore du Calvados et interconnexion France-Angleterre IFA2) à l'aide d'un bio-indicateur : la coquille Saint-Jacques.</p> <p>Enfin, RTE a réalisé en partenariat avec IFREMER une étude spécifique en 2016-2017 sur l'impact de la présence physique et du transit de courant dans un câble sous-marin non protégé sur les communautés benthiques (raccordement électrique de l'île de Jersey). Aucun impact sur les cortèges d'espèces (abondance, composition, diversité, etc.) n'a été mis en évidence à cette occasion. Une communication sous forme de poster a été faite au salon Seanergy 2017 (Au Havre). Un article scientifique détaillant la méthodologie employée et les résultats sera publié en 2018.</p> <p>RTE n'estime pas nécessaire de développer un programme de recherche spécifique aux raccordements éoliens flottants car ils ne présentent pas de différence technique particulière par rapport à un parc éolien posé.</p> <p>Des prélèvements en plongée seraient sans doute plus précis à proximité immédiate du câble, cependant ce dernier sera, de manière privilégiée, ensouillé à une profondeur d'environ 1,50 m, et donc non visible et non accessible par un</p>
---------------------------	--



	<p>plongeur. Un robot sous-marin (ROV) pourrait être utilisé en complément mais n'apparaît pas adapté à ce type de prélèvement relativement profond. Enfin, la vidéo n'apporterait que des données qualitatives et non quantitatives. Seule, son intérêt est donc très limité.</p> <p>3. L'AFB recommande un suivi de la température et des champs électromagnétiques à proximité du câble sous-marin.</p> <p>Comme indiqué précédemment, RTE mène des études sur ces sujets en particulier dans le cadre du projet de recherche « SPECIES ».</p> <p>Il est rappelé que le projet PGL est un projet à taille réduite qui représente une production d'électricité limitée. L'intensité transportée par les câbles sous-marins sera d'un niveau très faible, de plus le câble sera majoritairement ensouillé. Par conséquent, l'élévation de température et les champs magnétiques induits par le câble au niveau du fond marin seront négligeables et donc les effets attendus sur le peuplement benthique aussi.</p> <p>RTE n'estime pas nécessaire de développer un programme de recherche spécifique aux raccordements éoliens flottants car ils ne présentent pas de différence technique particulière par rapport à un parc éolien posé.</p> <p>4. La partie dynamique du câble (en pleine eau) ne relève pas de la maîtrise d'ouvrage RTE et concerne la société Provence Grand Large SAS.</p> <p>5. La présence d'un câble sous-marin statique n'a aucun impact sur la turbidité de l'eau en phase d'exploitation.</p> <p>Une élévation de la turbidité de l'eau est attendue lors des travaux d'ensouillage, elle sera cependant limitée dans le temps, localisée, et limitée au regard de celle déjà naturellement importante dans ce secteur situé à l'embouchure du Rhône.</p> <p>C'est pourquoi RTE n'a pas prévu de mettre en œuvre un suivi de la turbidité générée par le câble de raccordement RTE.</p> <p>Le câble dynamique et le connecteur entre la partie dynamique et la partie statique (en pleine eau) concernent la société Provence Grand Large SAS.</p> <p>6. Comme indiqué dans l'étude d'impact, le projet de raccordement n'aura pas d'influence sur la qualité de l'eau et des sédiments par rapport à la situation existante. En effet, l'ensemble des matériaux utilisés est exempt de tout contaminant.</p> <p>L'état initial de l'étude d'impact a montré la présence de plusieurs contaminants dans le secteur du golfe de Fos (notamment du mercure), susceptibles d'être relargués dans le milieu et de se bio accumuler dans les chaînes trophiques. Les phénomènes de bioaccumulation des contaminants chimiques sont complexes et difficilement quantifiables car ils varient considérablement en fonction des conditions physico-chimiques, des substances chimiques et de leur spéciation ainsi que des espèces concernées. Les travaux d'ensouillage du câble seront à l'origine d'une remobilisation probable des sédiments fins sur lesquels peuvent être absorbés des contaminants. Cette remise en suspension pourrait être à l'origine d'une dégradation temporaire de la qualité des eaux de fond. Cette dégradation sera limitée au temps de re-sédimentation soit quelques heures à quelques jours pour les particules les plus fines. Cet impact est direct mais est considéré comme faible compte tenu de son caractère temporaire (limité à quelques jours seulement), de son caractère localisé sur le fond et le long de la route du câble. L'impact est de plus limité au vu des faibles surfaces de sédiments remaniés ainsi que de l'existence de remaniements réguliers des fonds sur la zone par les activités anthropiques préexistantes (chalutage, mouillage de gros navires...).</p> <p>Le câble mis en place n'aura pas d'effet sur la qualité des sédiments ainsi en dehors de l'effet transitoire lié à la pose. RTE estime que le suivi de qualité</p>
--	---

	<p>géochimique des sédiments n'est pas nécessaire dans le cadre du raccordement du projet PGL et ne relève pas de sa responsabilité de maître d'ouvrage de ce projet.</p> <p>7. RTE note ce dernier point. Les données des suivis environnementaux pourront être mises à la disposition des organismes scientifiques qui le souhaitent et seront également présentées au comité de suivi environnemental du projet.</p>
--	---

Emetteur de l'avis	Direction Départementale de la Protection des Populations
Consistance de l'avis	<p>Par courrier du 6 juin 2017, vous avez bien voulu me demander mon avis sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'utilité publique de l'ouvrage projeté en vue de l'institution des servitudes,</li> <li>- l'étude d'impact dans le cadre de la contribution à la rédaction de l'avis de l'autorité environnementale.</li> </ul> <p>J'ai l'honneur de vous faire connaître que mon service ne détient aucune compétence dans ces domaines et n'a aucun avis à formuler.</p>
Réponse RTE	RTE prend acte de cet avis.

Emetteur de l'avis	Mairie de Port-Saint-Louis-du-Rhône
Consistance de l'avis	<p>Je fais suite à votre courrier en date du 6 juin dernier et vous informe que la Ville de Port-Saint-Louis-du-Rhône émet un avis favorable sur les points cités en objet.</p> <p>Néanmoins, je souhaite indiquer que le dossier de concertation déposé en Mairie précisait que le raccordement au poste de transformation existant ne nécessitait pas d'extension d'emprise. Or, ce n'est plus le cas dans le dossier de concession.</p> <p>Aussi, il est souhaitable qu'ERDF se rapproche, le moment venu, du service urbanisme de la Ville avant de déposer la demande d'autorisation de construire afin de travailler ensemble sur l'emplacement et l'architecture le moins impactant pour notre paysage.</p> <p>Quant aux travaux intervenant sur la route de la plage Napoléon, il est important de noter que pour des raisons de sécurité (cf. PCS), ils ne pourront en aucun cas interdire l'accès à la plage, ni aux habitations que cette route dessert.</p> <p>Cette route devra également rester fluide durant la période estivale allant du 15 juin au 31 août.</p>
Réponse RTE	<p>RTE prend acte de cet avis.</p> <p>Un local de traitement des données (scada room) sera construit à proximité immédiate du poste de transformation sous la maîtrise d'ouvrage de la société Provence Grand Large SAS, RTE n'est donc pas concerné par cette observation qu'il transmet à Provence Grand Large SAS et qui sera traitée dans le cadre de la procédure adéquate.</p>

	<p>Des dispositions seront mises place lors du chantier pour maintenir l'accès à la plage et aux habitations. Des perturbations temporaires et localisées sur la zone de chantier sont toutefois à prévoir.</p> <p>Les travaux sur la route de la plage Napoléon sont prévus en dehors des périodes de forte fréquentation estivale (Cf. mesure MR 18 figurant dans l'étude d'impact).</p>
--	--

Emetteur de l'avis	Agence Régionale de Santé
Consistance de l'avis	<p>Préambule</p> <p><u>Textes de référence pour les évaluations des risques sanitaires, ERS, dans les études d'impact :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Code de la Santé Publique notamment l'article L.1435-1,</li> <li>- Article L.122-3 du code de l'environnement,</li> <li>- Guide pour l'analyse du volet sanitaire des études d'impact de l'InVS-circulaire DGS 3/2/2000,</li> <li>- Avis de l'ANSES du 29 mars 2010 relatif à la « synthèse de l'expertise internationale sur les effets sanitaires des champs électromagnétiques extrêmement basses fréquences »,</li> <li>- Arrêté du 23 avril 2012 portant application de l'article 26 du décret n°2011-1697 du 1<sup>er</sup> décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques,</li> <li>- Instruction DEVP1309892J du 15 avril 2013 relative à l'urbanisme à proximité de lignes de transport d'électricité. Elle demande aux préfets de recommander aux gestionnaires d'établissement et aux autorités compétentes en matière d'urbanisme de ne pas implanter de nouveaux établissements sensibles dans des zones exposées à un champ magnétique supérieur à <b>1µT</b>.</li> <li>- Guide pratique « Champs électromagnétiques d'extrêmement basse fréquence- Les effets sur la santé (DGS-février 2014)</li> </ul> <p>D'une façon générale, le passage de l'électricité dans les lignes de transmission haute tension et des postes de transformation génère des champs électriques et magnétiques à la fréquence de 50Hz (hertz). Cette fréquence fait partie de la gamme des « extrêmement basses fréquences ».</p> <p><b><u>Rappel d'éléments de l'avis de l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSES)</u></b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'Agence Française de Sécurité Sanitaire de l'Environnement (AFSSET) a rendu le 29 mars 2010 un avis relatif à la « synthèse de l'expertise internationale sur les effets sanitaires des champs électromagnétiques extrêmement basses fréquences ». Elle indique : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les effets à court terme des champs extrêmement basses fréquences sont connus et bien documentés, et les valeurs limites d'exposition permettent de s'en protéger.</li> <li>- En ce qui concerne de possibles effets à long terme, l'association entre exposition aux champs magnétiques extrêmement basses fréquences et <u>leucémie infantile</u> est statistiquement significative pour une exposition résidentielle, moyennée sur 24 heures, à des champs magnétiques dont les niveaux sont supérieurs à <b>0,2 à 0,4 µT.</b>, selon les études. Toutefois, à ce jour, les études qui ont été conduites pour déterminer un mécanisme biologique de cet effet n'ont pas été concluantes. Les champs d'extrêmement basses fréquences ont ainsi été classé <u>cancérogènes possibles</u> pour l'homme (2B) par le centre international de recherche sur le cancer (CIRC) en 2002.</li> </ul> </li> </ol>

	<p>2. Dans le même avis, l'AFSSET formule de nombreuses recommandations dont la suivante ;  <i>« Concernant l'urbanisme :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Considérant d'une part, que des associations statistiques ont été trouvées entre l'exposition aux champs extrêmement basses fréquences et les leucémies de l'enfant et d'autre part, que les mécanismes d'action de ces effets n'ont pas été identifiés et que les valeurs limites d'exposition ne peuvent être aujourd'hui recalculées pour prendre en compte des hypothèses d'effets à long terme, l'AFSSET estime qu'il est justifié, par précaution, de ne plus augmenter le nombre de personnes sensibles exposées autour des lignes de transport d'électricité à très hautes tensions et de limiter les expositions.</li> <li>- Cette recommandation peut prendre la forme de la création d'une d'exclusion de nouvelles constructions d'établissements recevant du public (hôpitaux, écoles, etc...) qui accueillent des personnes sensibles (femmes enceintes et enfants) d'au minimum 10 mètres de part et d'autre des lignes de transport d'électricité à très hautes tensions. Corrélativement, les futures implantations de lignes de transport d'électricité à très hautes tension devront être écartées de la même distance des mêmes établissements. Cette zone peut être réduite en cas d'enfouissement de la ligne ».</li> </ul> <p style="text-align: center;"><b><u>EXAMEN DU DOSSIER</u></b></p> <p>Le raccordement électrique du parc éolien en mer au réseau RTE – dont la tension de référence est de 63 000 volts – sera assuré par un câble d'export, sous-marin puis terrestre. Au départ du connecteur, ce câble traversera la plage Napoléon dans sa partie centrale, puis empruntera les infrastructures existantes jusqu'au poste de transformation RTE existant localisé à l'entrée Est de Port-Saint-Louis-du-Rhône. La distance totale du raccordement électrique de 28 km.</p> <p>La liaison sous-marine s'étend sur une longueur de 19 km environ entre le connecteur du parc éolien et la chambre d'atterrissage située à l'arrière de la plage Napoléon.</p> <p>La liaison souterraine sera composée de trois câbles unipolaires indépendants qui sont accompagnés de deux câbles de télécommunications à fibres optiques. Le câble d'un diamètre de 7 à 9 cm environ comprend une âme conductrice en aluminium ou en cuivre entourée d'isolant synthétique et d'un écran de protection.</p> <p>Le dossier, présenté sous la responsabilité du pétitionnaire, m'amène à faire les remarques suivantes, en l'état actuel des connaissances :</p> <p><b><u>Informations fournies par le pétitionnaire dans le dossier</u></b></p> <p><u>Populations exposées :</u>          Dans la zone d'étude du parc pilote éolien et de son raccordement électrique, sont recensés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour la partie maritime, les activités et usages suivants : trafic maritime, pêche professionnelle, aquaculture (Anse de Cartea), activités nautiques et de plaisance, baignade (plage Napoléon), pêche sportive et de loisir.</li> <li>- Pour la partie terrestre, le tracé de liaison n'est pas situé dans des zones urbanisées : la zone d'étude est classée en zone naturelle et zones d'urbanisation future du PLU de Port-Saint-Louis-du-Rhône.</li> </ul> <p><u>Effets temporaires en phase travaux</u>          Les travaux se déroulent loin des zones conchylicoles de l'anse de Carteau et aucun impact n'est attendu sur ces activités.</p> <p>Les travaux auront un effet négatif, direct, temporaire et faible sur les activités touristiques et de loisirs présentes sur le littoral : détérioration de la qualité des eaux de baignade et conchylicoles de loisirs par la remise en suspension de particules fines, de la qualité de l'air et augmentation du bruit ambiant.</p>
--	---

	<p>Mesures compensatoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les travaux d'atterrage du câble d'export au niveau de la plage Napoléon (quelques semaines) seront réalisés hors saison estivale pour limiter la gêne occasionnée. Les zones de chantier en mer et à terre seront interdites d'accès. Néanmoins, leur emprise au niveau de la vaste plage Napoléon sera limitée et la circulation sur la route Napoléon maintenue. Hors zone chantier, la fréquentation des plages et la consommation des coquillages sont présumés n'engendrer aucun risque pour la santé des usagers.</li> </ul> <p><u>Effets permanents en phase d'exploitation :</u></p> <p>Aucun impact négatif n'est attendu sur la pratique des activités de tourisme et de loisirs sur le littoral.</p> <p>Sur la partie terrestre, les valeurs maximales de champ magnétique attendues, pour une intensité maximale de 240 A, à proximité de liaison souterraine de raccordement à 63 000 volts sont : 10 <math>\mu</math>T au-dessus de la liaison, 2 <math>\mu</math>T à 5 m de la liaison, 1 <math>\mu</math>T à 10 m de l'axe de la liaison, 0,25 <math>\mu</math>T à 15 m de l'axe de la liaison.</p> <p style="text-align: center;"><b><u>AVIS</u></b></p> <p>Mes observations sur le dossier transmis sont les suivantes :</p> <p>Les connaissances scientifiques actuelles ne permettent pas de conclure quant à de possibles <u>effets à long terme</u> suite à une exposition à un champ magnétique de très faible intensité (à partir de 0,4 <math>\mu</math>T). Par précaution, l'ANSES recommande de ne plus exposer les personnes sensibles que sont les femmes enceintes et les enfants et de limiter les expositions.</p> <p>Considérant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'une part les valeurs de champ magnétique émis par la liaison souterraine dans des conditions normales d'exploitation indiquées par le pétitionnaire dans son dossier,</li> <li>- D'autre part, l'instruction du 15 avril 2013 citée en préambule qui recommande de ne pas implanter de nouveaux établissements sensibles dans des zones exposées à un champ magnétique supérieur à 1 <math>\mu</math>T,</li> </ul> <p>Les zones d'urbanisation futures prévues par le PLU de Port-Saint-Louis-du-Rhône devront prendre en compte les valeurs maximales de champs pour limiter l'exposition des futurs riverains et établissement accueillant des populations sensibles aux effets permanents.</p>
<b>Réponse RTE</b>	RTE prend acte de cet avis.

Emetteur de l'avis	GRT Gaz
Consistance de l'avis	<p>Tel que décrit dans votre courrier du 6 juin 2017, le tracé de la liaison souterraine se trouve à une distance d'environ 2 000 mètres de notre ouvrage de transport de gaz naturel haute pression le plus proche.</p> <p><b>Au regard des éléments fournis dans le présent dossier et au vu des distances mises en jeu, nous n'avons pas de remarque particulière à formuler.</b></p> <p>D'une manière générale et pour tout projet électrique, nous rappelons qu'il appartient au maître d'ouvrage de s'assurer du respect de la réglementation technique, des normes et des règles de l'art en vigueur.</p> <p>1. Perturbations électromagnétiques</p> <p>Pour la bonne tenue du Projet, vous veillerez au respect de la norme européenne NF EN50443 concernant les effets des perturbations électromagnétiques causées par les systèmes de traction électrique et/ou les réseaux électriques HT en courant alternatif.</p> <p>Dans le cas de présence de lignes ou câbles électriques de tension supérieure ou égale à 63 Kv en parallèle à nos ouvrages, une vérification de montée en tension par induction doit être réalisée en fonctionnement normal* et en condition de défaut ** et soumis à GRT gaz pour approbation *** . Toutefois, le niveau alternatif induit en régime permanent pourra éventuellement être contrôlé par des mesures à posteriori ***.</p> <p><u>Mise à la terre</u> GRT gaz recommande d'éloigner tous les systèmes de mise à la terre éventuels à plus de 20 mètres des canalisations. Si cette distance ne peut être respectée, une étude doit être réalisée et soumise à l'approbation de GRT gaz***</p> <p><u>Postes électriques</u> Une note de calcul doit être fournie à GRT gaz pour approbation *** dans le cas où un poste de transformation électrique de tension supérieure ou égale à 63 Kv serait situé à moins de 1 000 mètres d'une canalisation. Cette note doit définir les zones à 2000 V et 650 V autour du poste de transformation en cas de défaut.</p> <p><i>*il n'est pas admis que la canalisation soit soumise à une tension alternative induite en régime permanent supérieur à 15 V (selon recommandations de la norme EN 15280).</i>  <i>** la valeur limite de tension due à l'interférence régime de défaut ne doit pas dépasser 2000 V (valeur efficace) en tout point du système de canalisation par rapport à la terre et 650 V au niveau des parties normalement accessibles au toucher (selon recommandation de la norme NF EN 50443).</i>  <i>***le cas échéant, des mesures compensatoires et/ou de réduction des interférences peuvent être examinées conjointement entre RTE et GRT gaz. Les coûts associés au traitement des interférences seront supportés par la société en charge du nouveau projet.</i></p> <p>2. Exigences liées à la réglementation anti-endommagement</p> <p>Le Code de l'Environnement – Livre V – Titre V – Chapitre IV impose à tout responsable d'un projet de travaux, sur le domaine public comme dans les propriétés privées, de consulter le Guichet Unique des réseaux (téléservice <a href="http://www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr">www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr</a>) afin de prendre connaissance des nom et adresse des exploitants de réseaux présents à proximité de son projet, puis de leur adresser une Déclaration de projet de Travaux (DT).</p> <p>Les exécutants de travaux doivent également consulter le Guichet Unique des réseaux et adresser aux exploitants s'étant déclarés concernés par le projet une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT).</p>



	<p>Conformément à l'article R.554-26 du Code de l'Environnement, lorsque le nom de GRT gaz est indiqué en réponse à la consultation du Guichet Unique des réseaux, les travaux ne peuvent être entrepris tant que GRT gaz n'a pas répondu à la DICT.</p> <p>Les travaux doivent être effectués dans le cadre du Guide Technique relatif aux travaux à proximité des réseaux (V1-juin 2012).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. Maintenir les accès aux organes de coupure et de sécurité qui seront indiqués dans la réponse aux DT et DICT ;</li> <li>. Préserver le marquage au sol lors de l'avancement des travaux ;</li> <li>. S'assurer que les travaux sont dans le champ de validité des DICT en termes de délai et d'emprise.</li> </ul>
<b>Réponse RTE</b>	<p>RTE prend acte de cet avis.</p> <p>Les études réalisées par RTE à ce jour ont confirmé l'absence de conduite de gaz exploitées par GRT Gaz à proximité de la future liaison électrique.</p>

<b>Emetteur de l'avis</b>	<b>Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence</b>
<b>Consistance de l'avis</b>	<p>Nous avons examiné avec beaucoup d'intérêt le dossier qui nous a été soumis, dans le cadre des travaux envisagés concernant le raccordement électrique du parc pilote éolien offshore flottant « Provence Grand Large » à Port-Saint-Louis-du-Rhône ; un des grands projets métropolitains qu'il convient d'accompagner.</p> <p>Nous partageons l'esprit dans lequel cette procédure a été engagée et soulignons les intérêts associés au développement des énergies renouvelables, et plus particulièrement à l'éolien offshore flottant (EOF). Cette technologie, majeure pour le territoire méditerranéen, peut en effet permettre des retombées économiques importantes pour l'ensemble des acteurs.</p> <p>Aussi, la CCIMP accueille favorablement votre projet. Cette position résulte du travail mené par les porteurs de projets, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la tenue de travaux de concertation depuis 2011 ayant permis de mobiliser l'ensemble des acteurs socio-économiques des territoires,</li> <li>- les 8 mesures d'évitements définies dans le projet permettant de limiter les impacts environnementaux et sur les activités humaines du futur parc éolien,</li> <li>- les 18 mesures de réduction des impacts prévues pour répondre aux différentes contraintes,</li> <li>- la mise en place d'un suivi afin d'apporter des mesures correctives si nécessaire.</li> </ul> <p>Nous tenons à vous informer qu'il est nécessaire de vous rapprocher de la CCI du Pays d'Arles dont le territoire et les entreprises de Port-Saint-Louis-du-Rhône dépendent.</p> <p>Toutefois, nous considérons qu'il est important de communiquer sur les différents travaux envisagés afin que l'ensemble des acteurs économiques (industriels, activités de pêche, de loisirs...) puissent anticiper les impacts possibles (accessibilité des zones, détournement voiries...). De même, les résultats obtenus dans le cadre des mesures de suivi mériteraient d'être communiqués pour assurer, à terme, un développement efficace de la filière EOF.</p>

	La CCI Marseille Provence peut être également un relais privilégié pour diffuser plus largement ces informations, dont les modalités pourront être définies avec vos services.
<b>Réponse RTE</b>	<p>RTE prend acte de cet avis et déclare avoir informé la CCI du Pays d'Arles.</p> <p>RTE a prévu des mesures d'information des différents usagers impactés par les travaux (mesures MR2 et MR17 figurant dans l'étude d'impact).</p> <p>Des communications seront effectuées à destination des autorités maritimes ainsi que des informations ciblées auprès des différents usagers de la mer.</p> <p>Les travaux terrestres feront l'objet de communication par voie d'affichage en mairie et aux abords du chantier.</p>

<b>Emetteur de l'avis</b>	<b>Service Départemental Incendie et Secours</b>
<b>Consistance de l'avis</b>	<p>A la suite de votre courrier cité en référence, concernant la création d'une liaison sous-marine et souterraine à 63 000 volts entre « Provence Grand Large » et le poste de Port-Saint-Louis-du-Rhône, j'attire votre attention sur le domaine de compétence du SDIS des Bouches-du-Rhône qui concerne uniquement la partie terrestre du projet.</p> <p>Aussi, j'ai l'honneur de vous faire connaître que j'émet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. au titre de la déclaration d'utilité publique en vue de l'institution de servitudes, <b>un avis favorable au projet</b> sans observation particulière ;</li> <li>. au titre de l'avis concernant l'étude d'impact, <b>un avis favorable au projet</b> sous réserve de l'application des réglementations en vigueur et du respect des prescriptions contenues dans le rapport technique ci-joint.</li> </ul> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. RTE devra vérifier que l'implantation de ces liaisons électriques n'engendre pas d'effets dominos vis-à-vis des autres ouvrages proches,</li> <li>2. Tenir à jour le plan des réseaux électriques.</li> </ol>
<b>Réponse RTE</b>	<p>RTE prend acte de cet avis.</p> <p>Lors de réalisation de liaisons souterraines, RTE se conforme aux règles de sécurité définies dans l'arrêté technique 2001 pour prendre en compte la présence d'autres réseaux à proximité.</p> <p>RTE tiendra à jour ses plans de réseaux électriques. Ces derniers peuvent être fournis à la demande et sont également disponibles sur le site de l'Open Data de RTE (<a href="https://rte-opendata.opendatasoft.com/pages/accueil/">https://rte-opendata.opendatasoft.com/pages/accueil/</a>). Par ailleurs, la liaison souterraine apparaîtra sur le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône sous la forme d'une servitude I4.</p>

<b>Emetteur de l'avis</b>	<b>Département des Recherches Archéologiques Subaquatiques et Sous-Marines</b> <i>Avis du 20 novembre 2017</i>
<b>Consistance de l'avis</b>	En application du code du patrimoine, après évaluation du risque d'atteinte portée à des vestiges archéologiques par le projet d'aménagement visé en référence, j'ai l'honneur de vous notifier que le DRASSM édictera un arrêté portant prescription de diagnostic archéologique sur le domaine public maritime.

	<p>J'attire par ailleurs votre attention sur le fait que tous les travaux soumis à étude d'impact peuvent donner lieu à la perception d'une redevance d'archéologie préventive en application des articles L.524-1 à 16 du code du patrimoine.</p> <p>Mes services se tiennent à votre disposition pour vous apporter toutes les informations que vous jugerez utiles.</p>
<b>Réponse RTE</b>	RTE prend acte de cet avis.